

La nouvelle génération épiscopale, plus combative

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Communication P](#), [Culture de Vie](#), [Eglise en France](#), [Perepiscopus](#)

Date : 7 février 2013

Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire [Valeurs actuelles](#), **Laurent Dandrieu** note le changement de ton de l'Eglise qui est en France, à l'occasion du débat ou du non-débat sur le mariage pour quelques uns (et non pour tous puisqu'il semblerait que je ne puisse pas encore me marier avec ma soeur) :

"Pour la plupart des catholiques, les interventions répétées depuis des mois de l'Église contre le projet de loi Taubira ont semblé une chose absolument naturelle. Et pourtant... si l'on jette un regard sur les décennies passées, cet engagement massif n'avait rien d'évident. En 1974, lors des débats préparatoires au vote de la loi Veil légalisant l'avortement, c'est par un silence assourdissant que s'était signalée l'Église. En 1999, alors que plus de 100 000 Français descendent dans la rue contre le pacs, parmi lesquels beaucoup de catholiques, pas un seul évêque n'est présent ; la Conférence des évêques de France s'était contentée, quelques mois plus tôt, de faire connaître sa position par un communiqué, d'ailleurs assez ferme, contre « *une loi inutile et dangereuse* ».

Certes, il y a 1984 et les manifestations monstres pour la défense de l'école libre : l'Église, qui défendait là sa propre liberté d'enseigner, avait concouru largement, sous l'impulsion charismatique de l'archevêque de Paris, le cardinal **Lustiger**, à mobiliser ses fidèles. Mais celui-ci se contenta, lors de la manifestation parisienne, de saluer le départ du cortège. Seul Mgr **Honoré**, responsable de l'éducation catholique, participa au défilé, comme à contrecœur, craignant par un trop grand succès de nuire à la gauche : « *Dans la "mémoire historique" de la nation, s'effrayait-il par avance dans le Figaro Magazine, un gouvernement serait tombé à cause de l'École catholique. Et ce gouvernement était celui qui portait les espoirs des couches populaires du pays.* » Le gouvernement **Mauroy** tomba en effet, et la déclaration resta comme un symptôme du malaise de l'Église de France à l'égard de la politique, tétanisée par la crainte d'être soupçonnée de complicité avec la droite, quand la gauche fascinait plus ou moins secrètement certains de ses membres, dont beaucoup avaient fait au côté du marxisme plus qu'un bout de chemin.

Pendant des années, tout se passa comme si l'Église avait évité de sortir de l'ambiguïté en se soumettant volontairement à une conception maximaliste de la laïcité qui lui interdisait des prises de position publiques. À part des interventions souvent courageuses et isolées de Mgr Lustiger, l'Église de France ne sortait guère de son silence que pour rompre son image jugée trop conservatrice, en prenant la défense des sans-papiers ou en critiquant les restrictions à l'immigration. Lorsqu'elle était tentée de sortir de ces thématiques "bien-pensantes", elle se voyait bien vite renvoyée dans ses sacristies par les tenants d'une laïcité pour laquelle la religion doit être cantonnée à la sphère privée.

Aujourd'hui, le débat sur le "mariage pour tous" montre que l'atmosphère a bien changé. Difficile à dater précisément, cette évolution progressive s'était déjà manifestée, d'une manière plus discrète, en 2009-2011, quand les catholiques, consacrés ou laïcs, s'étaient très massivement impliqués dans le débat national sur la bioéthique, réussissant par un imposant travail de discussion, de dialogue et de conviction à contrer certaines dérives législatives. L'Église touchait là les dividendes d'un travail de longue haleine, notamment avec le lancement par Mgr Lustiger, en 1992, du Service pastoral d'études politiques, lieu de rencontre entre l'Église et le monde politique, notamment ces dernières années sous l'impulsion du père **Matthieu Rougé**, "aumônier" des politiques de 2003 à 2012. Paradoxalement, l'Église fut aidée par... **Lionel Jospin** qui, en créant en 2002 une instance de dialogue entre le gouvernement et le catholicisme, aida à desserrer l'étau d'un laïcisme agressif. « *L'Église a été assez longtemps un peu péremptoire dans le ton et assez floue dans le fond, et elle a appris à être plus en dialogue sur le ton, mais plus ferme sur le fond* », note le père Rougé.

Évêque de Bayonne depuis 2008, Mgr **Marc Aillet** a été témoin puis acteur de cette mutation : « *J'ai toujours souffert, même quand je n'étais pas évêque, de voir des laïcs monter au créneau sur la bioéthique, la famille, le mariage, etc., qui prenaient au sérieux leur vocation à animer chrétiennement les réalités temporelles comme le concile Vatican II le leur demandait, sans être jamais encouragés publiquement par leurs évêques. Peu à peu, des évêques ont essayé de parler publiquement pour soutenir ces laïcs, notamment à l'occasion de "marches pour la vie". Ce soutien nouveau a peut-être décuplé leur force. En ce sens, dans la mobilisation contre le projet de mariage dit "pour tous", l'initiative du cardinal **Vingt-Trois** de proposer à toutes les familles de France de prier pour la famille, le 15 août dernier, a été à l'origine de l'ouverture d'une brèche. Je prends cela comme quelque chose de providentiel.* »

Pour l'Église, il ne s'agit naturellement pas de s'engager dans la bataille politique, mais d'éclairer le débat en vertu de ses compétences d'« *experte en humanité* », selon l'expression chère à **Jean-Paul II**. Le Vatican a salué cette voie française, qui a consisté pour l'Église à accompagner l'opposition au "mariage pour tous", tout en restant dans son rôle d'éclaireur des consciences, en laissant les laïcs organiser le combat à leur guise. En plaçant le débat sur le terrain anthropologique et non sur le terrain religieux, l'Église a été attentive « *à ne pas fragiliser sa position en la surconfessionnalisant* », analyse le père Rougé.

À l'origine de cette combativité nouvelle, il y a de toute évidence un facteur générationnel : à l'effondrement démographique des chrétiens de gauche a correspondu la montée en puissance de la génération Jean-Paul II, plus identitaire, plus conservatrice et plus soucieuse d'évangélisation : « *Son pontificat très géopolitique, et notamment sa contribution notable à l'effondrement du bloc de l'Est, note le père Rougé, a été l'occasion de redécouvrir que ce sont les forces spirituelles qui font l'Histoire.* » Les grands rassemblements de type JMJ ont contribué à décomplexer les catholiques qui, après des décennies "d'enfouissement", reprenaient conscience que, nombreux, jeunes et déterminés, ils n'avaient aucune raison "d'avoir peur". À ne pas prendre en compte le souci d'affirmation de cette génération, l'Église a réalisé qu'elle courait le risque de laisser le champ libre aux initiatives traditionalistes comme celles de Civitas. D'autant qu'a émergé, notait récemment le cardinal **Ricard** dans *Famille chrétienne*, « *une nouvelle génération d'évêques décomplexés* ».

Rationalisant les intuitions de Jean-Paul II, **Joseph Ratzinger**, notamment dans sa [Note doctrinale sur l'engagement des catholiques en politique](#) (2002), puis dans son enseignement pontifical, n'a cessé d'exhorter les catholiques à l'engagement pour apprendre au monde « *une liberté qui soit une responsabilité* ». Engagement d'autant plus nécessaire, souligne Benoît XVI, que la laïcisation croissante des sociétés modernes tend à les éloigner toujours plus des valeurs évangéliques, qui « *encore une fois deviennent une contre-culture, tout comme elles l'étaient au temps de saint Paul* » : ainsi, dit le pape, l'engagement des catholiques s'assimile de plus en plus à une « *résistance* ». Pour eux, le combat ne fait que commencer.